

PREFECTURE DE TARN-ET-GARONNE

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES
ET DES COLLECTIVES LOCALES

Bureau des élections et de la police administrative

COPIE

A.P. n°2010267-0005

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Société ND LOGISTICS
Zi Saint Jean – route de Canals
82170 GRISOLLES**

ARRETE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

Le préfet de Tarn-et-Garonne

Vu le titre I^{er} du livre V de la partie législative du code de l'environnement, et notamment son article L.514-2 ;

Vu le titre I^{er} du livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2010-48 du 11 janvier 2010 portant délégation de signature de Mme Alice COSTE, secrétaire général de la Préfecture de Tarn-et-Garonne ;

Vu l'arrêté préfectoral n°05-2175 du 23 décembre 2005 autorisant la société ND Logistics à poursuivre l'exploitation d'un entrepôt de stockage de produits phytosanitaires à Grisolles ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées ;

Vu le descriptif du système de protection contre l'incendie par mousse à haut foisonnement de la société SEPCI présenté en annexe du courrier du 21 août 2006 de NDL ainsi qu'en annexe 6 des compléments à l'analyse de risque de mai 2007 (réf : SOCOTEC INDUSTRIES / FB), selon la norme 11.A NFPA et l'objectif de remplissage en moins de 5 minutes des deux plus grandes cellules (comportant au total 4 générateurs de mousse) ;

Vu le courrier de TYCO daté du 27 novembre 2006 transmis par NDL indiquant que la règle APSAD ne s'applique pas au système de protection contre l'incendie par mousse à haut foisonnement installé sur le site de NDL à Grisolles en 1991 ;

1/4

Vu le courrier de NDL daté du 23 juin 2008 et les justificatifs établis par la société TYCO concernant le dimensionnement de l'émulseur selon la règle APSAD R12 et l'objectif de remplissage en moins de 5 minutes d'un des plus grandes cellules (comportant au total 2 générateurs de mousse) ;

Vu le rapport l'inspection des installations classées du 23 juillet établi suite à la visite d'inspection du 2 juillet 2010 ;

S'agissant du dimensionnement de l'installation d'extinction mousse :

Considérant :

- qu'il a été constaté lors de la visite d'inspection du 2 juillet 2010 l'absence de réserve d'eau au niveau de l'installation d'extinction mousse alors que celle-ci figurait dans la documentation initiale fournie par l'installateur SEPCLI,
- que l'examen des éléments de dimensionnement de la réserve émulseur fournis par TYCO fait état de contradiction avec la documentation initiale de l'installation d'extinction mousse ;
- que l'atteinte des objectifs de remplissage d'une cellule en moins de 5 minutes et de remplissage simultané des deux plus grandes cellules n'est pas assuré ;
- que ces constats constituent des non-conformités respectivement aux points 6.1.2 (1^{er} paragraphe), 7.9.4 (1^{er} et 4^{ème} paragraphes), 7.9.6 (1^{er} et 2^{ème} paragraphes) des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 décembre 2005,

S'agissant de la gestion des stockages :

Considérant

- qu'il a été constaté lors de la visite d'inspection du 2 juillet 2010 plusieurs erreurs de stockage telles que :
 - la présence de produits de casse reconditionnés et non étiquetés dans le hall 9,
 - la présence de produits incompatibles (inflammables et toxiques) dans les halls 1 et 8;
- que ces constats constituent des non-conformités respectivement aux points 7.2.1 (1^{er} paragraphe), 6.11 (2^{ème} paragraphe) des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 décembre 2005,

S'agissant des garanties financières :

Considérant que :

- l'exploitant dispose de garanties financières dont le montant n'est pas indexé sur l'indice actualisé des travaux publics TP01 publié par l'INSEE ;
- l'actualisation des garanties financières doit être faite sur l'initiative de l'exploitant sans que l'administration ait à le demander ;
- ces constats constituent des non-conformités au point 3 de l'annexe 2 à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 décembre 2005,

S'agissant des dispositifs de protection contre la foudre :

Considérant que l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le jour de l'inspection l'analyse de risque foudre de son site actualisé conformément aux articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008, alors que l'échéance fixée était le 01/01/2010 ;

CONSIDERANT que le non-respect de ces prescriptions est de nature à présenter un risque notable pour les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en demeure la société ND LOGISTICS de respecter les dispositions techniques susvisées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Tarn-et-Garonne ;

A R R E T E

Article 1^{er} : Objet

La société ND Logistics dont le siège social est situé 55 avenue Louis Bréguet – BP 44084 31029 Toulouse Cedex 4, est mise en demeure pour son entrepôt sis ZI de Saint Jean à Grisolles de respecter les dispositions définies ci-après.

Article 2 : Dimensionnement du système d'extinction automatique

L'exploitant est tenu de s'assurer **sous six mois** du respect des prescriptions contenues aux points 6.1.2 (1^{er} paragraphe), 7.9.4 (1^{er} et 4^{ème} paragraphes), 7.9.6 (1^{er} et 2^{ème} paragraphes) des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 décembre 2005, et notamment de :

- disposer de réserves d'émulseur et d'eau dimensionnées pour permettre le noyage d'une cellule en moins de 5 minutes avec un remplissage simultané des deux plus grandes cellules.

A cette fin, une note de dimensionnement et un contrôle de la présence des équipements de l'installation sont produits par une société spécialisée et fournis à l'inspection des installations classées.

Article 3 : Gestion des stockages

L'exploitant met en conformité **sous un mois** ses stockages en tenant compte des obligations d'étiquetage et de gestion des incompatibilités fixées aux 7.2.1 (1^{er} paragraphe) et 6.11 (2^{ème} paragraphe) des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 décembre 2005,

Article 4 : Garanties financières

L'exploitant dispose **sous 3 mois** de garanties financières actualisées selon l'indice TP01 conformément aux dispositions du point 3 de l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 décembre 2005 et fournit sous ce même délai au préfet les justificatifs de cautionnement en application du point 2 de l'annexe susvisée.

Article 5 : Analyse du risque foudre

L'exploitant transmet **sous 3 mois** à l'inspection des installations classées l'analyse de risque foudre de son site actualisé conformément aux articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008,

Article 6 : Si à l'expiration des délais fixés à l'article 1^{er} l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des suites administratives prévues à l'article L. 514-2 du code de l'environnement - consignation de sommes - travaux d'office - suspension de l'activité, indépendamment des poursuites pénales.

Article 7 : Cet arrêté est applicable à compter de sa notification.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture de Tarn-et-Garonne, le maire de Grisolles, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Midi-Pyrénées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

à Montauban, le **24 SEP. 2010**

Le préfet,



Fabien SUDRY

Délais et voies de recours : (Art. L 514-6 du code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Toute personne intéressée peut également saisir directement le tribunal administratif dans un délai de quatre ans à compter de la publication de l'acte ou le cas échéant dans les deux ans qui suivent la mise en service de l'installation.